



Conseil économique et social

Distr. restreinte
6 juillet 2001
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante et unième session

11 juin-6 juillet 2001

Point 9 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarante et unième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Ayman M. **Elgammal** (Égypte)

Additif

Questions relatives au programme : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 (point 4 a) de l'ordre du jour)

Chapitre 9. Affaires économiques et sociales

1. À ses vingt-deuxième et vingt-troisième réunions, le 26 juin 2001, le Comité du programme et de la coordination a examiné le chapitre 9 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, intitulé Affaires économiques et sociales.
2. Le représentant du Secrétaire général a présenté ledit chapitre et répondu aux questions posées durant les délibérations du Comité.

Examen de la question

3. Le programme de travail proposé au chapitre 9 a été bien accueilli. On a fait référence à l'appui qui devait être apporté à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement et au Sommet mondial sur le développement durable. On a noté qu'il n'avait pas été prévu de ressources distinctes pour la Conférence internationale sur le financement du développement, qui devait pourtant se tenir en 2002. On s'est félicité de la contribution du programme à l'aide apportée aux pays en développement pour promouvoir leurs efforts de développement.
4. On a fait valoir que, si la plupart des réalisations escomptées et indicateurs de succès correspondaient à ceux qui avaient été approuvés pour le Programme 7 du

plan à moyen terme pour la période 2002-2005, certains auraient pu être plus proches de ceux du plan. Il convenait de continuer à mettre au point des instruments de mesure concrets pour les indicateurs de succès prévus dans le programme. En général, la difficulté de mesurer « la satisfaction des États Membres » et « la contribution du sous-programme, des services consultatifs, etc », citées comme indicateurs de succès dans tout le chapitre 9, a suscité des préoccupations. Des améliorations s'imposaient aussi sur le plan de certains facteurs externes. Les indicateurs de succès du sous-programme 5 (Statistiques), ont été mis en exergue et présentés comme un domaine dans lequel le Département des affaires économiques et sociales avait acquis un sérieux avantage comparatif.

5. On a fait valoir que le texte relatif aux consultants et experts aurait dû être plus détaillé, ce qui aurait facilité l'examen de la question.

6. On a fait valoir que les ressources proposées n'étaient pas à la mesure du programme de travail, qui avait été désigné comme une priorité de premier ordre, et ne reflétait pas la croissance proposée pour d'autres programmes prioritaires. Des ressources budgétaires suffisantes devaient être disponibles pour renforcer les sous-programmes, notamment les activités de coopération technique. On a reconnu qu'il était difficile de prévoir le montant des ressources extrabudgétaires, mais on s'est inquiété de l'incidence négative que la réduction du volume de ces ressources extrabudgétaires prévues pour l'exercice biennal 2002-2003 aurait sur le programme de travail. Il fallait veiller à ce que la tendance à la bilatéralisation des contributions volontaires ne nuise pas au caractère multilatéral de l'Organisation. En outre, la répartition des ressources extrabudgétaires devait être contrôlée de près pour que les priorités des États Membres soient bien respectées. L'insuffisance des ressources disponibles pour la lutte contre la pauvreté et la baisse continue du volume de l'APD étaient préoccupantes.

7. On s'est félicité que le Forum des Nations Unies sur les forêts figure au chapitre 9, mais on s'est inquiété du manque de ressources prévues pour son secrétariat pour l'exercice biennal 2002-2003, et des conséquences que cela aurait pour le programme de travail. Il a été expliqué que les ressources destinées au fonctionnement du secrétariat restreint seraient obtenues par le biais des états des incidences sur le budget-programme.

8. On a fait valoir qu'il faudrait examiner l'utilité et le rôle du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement et du Comité des politiques de développement.

9. On a fait observer que si la coopération Sud-Sud était mentionnée au paragraphe 9.2, dans la partie intitulée « Vue d'ensemble », aucun produit spécifique n'était prévu dans les divers sous-programmes du chapitre. Il a été expliqué que la coopération Sud-Sud conservait toute son importance dans l'élaboration et la mise en oeuvre des activités de coopération technique du Département des affaires économiques et sociales, et que l'entité responsable était le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du PNUD.

Conclusions et recommandations

10. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du chapitre 9, Affaires économiques et sociales, du projet de budget-

programme pour l'exercice biennal 2002-2003, sous réserve des modifications ci-après :

Tableau 9.9

Dans la colonne « Réalisations escomptées », ajouter les nouveaux paragraphes e), f) et g) ci-après :

« e) Mise en place d'un cadre élargi d'échange d'informations et de dialogue avec les gouvernements et la société civile.

f) Renforcement de l'efficacité et de la productivité du Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes.

g) Ratification par un plus grand nombre d'États de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son protocole facultatif, accroissement du nombre d'États parties s'acquittant de leur obligation de faire rapport en vertu de la Convention et resserrement de la coordination entre la Division de la promotion de la femme et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans les efforts qu'ils déploient pour créer et renforcer des mécanismes de défense des droits de la personne permettant d'assurer aux femmes l'exercice de leurs droits fondamentaux. »

Tableau 9.9

Dans la colonne « Indicateurs de succès », ajouter les nouveaux paragraphes e) et f) ci-après :

« e) Le nombre de pays ayant ratifié la Convention et son protocole facultatif, le nombre d'États parties ayant soumis à temps leurs rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le nombre de rapports examinés par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

f) La mise au point d'outils et de méthodes et la promotion des bonnes pratiques pour la prise en compte des sexospécificités à l'échelle du système par le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes du Comité administratif de coordination, y compris le renforcement des capacités des commissions régionales à servir de pôles de coordination interinstitutions sur les questions de parité au sein du système des Nations Unies. »

Paragraphe 9.62 a) iii) b)

Dans la documentation à l'intention des organes délibérants, faire référence au rapport établi sur la base des « études, informations et documents existants concernant la maltraitance des personnes âgées ».

Tableau 9.13

Dans la colonne « Réalisations escomptées », renuméroter le paragraphe c) qui devient c) i) et insérer un nouveau paragraphe c) ii) « Resserrement de la coordination de l'application du Programme solaire mondial ».

Dans la colonne « Indicateurs de succès », paragraphe c), après « développement durable », insérer l'expression « y compris le Programme solaire mondial ».

Paragraphe 9.69 a) vi)

Dans le dernier membre de phrase, après « développement durable », ajouter « y compris l'énergie solaire ».

Tableau 9.21

Dans la colonne « Réalisations escomptées », remplacer le paragraphe e) par le libellé suivant :

« Meilleur accès des gouvernements et des organismes internationaux aux instruments d'analyse, aux méthodes utilisables et aux options politiques qui s'offrent à eux concernant les liens entre les questions et les orientations politiques et économiques, comme les sanctions économiques, l'application de mesures économiques coercitives, la relation entre le désarmement et le développement et autres aspects pertinents du relèvement et de la reconstruction après les conflits. »

11. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale, conformément à la résolution 2000/35 du Conseil économique et social, de tenir compte des activités du Forum des Nations Unies sur les forêts dans le sous-programme pertinent du chapitre 9 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

12. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'examiner les conséquences du recours plus large à des services de consultants sur l'application du présent programme.
